

intérêts agricoles, industriels et commerciaux, exigeait, pour correspondre à de nouveaux besoins progressivement éclos dans le pays; l'établissement de voies de communication rapides. On se proposait de relier, par ce moyen, de petites localités à des centres importants, ouvrant là des marchés, créant ici des entreprises profitables, distribuant sur tout le parcours de ces lignes, le travail, l'aisance, et accroissant d'autant le progrès et l'exploitation des richesses du pays.

La voix des députés se faisant l'écho des vœux des populations, le gouvernement d'alors fit préparer et adopter toute une législation concernant les chemins de fer.

Par cette législation, des subsides considérables étaient accordés à chaque nouvelle ligne.

Les clauses relatives aux allocations avaient été prudemment conçues, et les intérêts publics, ceux du trésor, comme ceux des compagnies, parfaitement garantis.

Aussi de tous côtés les chemins de fer surgirent. L'enthousiasme dépassa le but, et chaque député voulut avoir sa ligne. Le premier moment de ferveur dura peu. Les embarras d'une crise financière générale dans les deux mondes, arrêtèrent l'élan imprimé. Certaines compagnies ne commencèrent jamais leurs travaux, d'autres durent les interrompre.

Le gouvernement provincial n'en avait pas moins à subventionner dix lignes de chemins de fer, auxquelles il avait déjà donné, au 1er Juillet 1879, la somme de \$1,864,965.32, et auxquelles il devrait donner, \$1,261,353.71, c'est-à-dire un total de \$3,181,319.13.

A ces dépenses, fécondes en somme pour l'avenir, vinrent malheureusement s'ajouter les contre-coups de la crise générale; et, plus tard, les extravagances du gouvernement Joly, ayant encore augmenté les embarras, le cabinet Chapleau, à son arrivée, dut prendre la responsabilité des fautes de ses prédécesseurs ainsi que celle du hasard des événements.

L'administration Joly en gaspillant \$1,314,000 et les subsides, avait épuisé le fonds consolidé des chemins de fer réservé aux compagnies privées.

Outre l'achèvement de la ligne Q. M. O. et O., d'autres projets, qui devaient être avantageux au Canada, avaient été conçus et mûrement délibérés; il s'agissait de remplir les promesses faites par le parti conservateur quelques années auparavant; de remédier à la situation financière de la Province, et cela, sans charge nouvelle pour le peuple, sans compromettre l'avenir.

L'emprunt fut décidé.